

PRÉFET DE L'ISÈRE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE LA PROTECTION DES POPULATIONS
Service protection de l'environnement**

Affaire suivie par : Suzanne BATONNAT

☎ : 04.56.59.49.21

☎ : 04.56.59.49.96

✉ : suzanne.batonnat@isere.gouv.fr

A R R E T E
DE MISE EN DEMEURE

N° 2012326-0016

Le Préfet de l'Isère
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Environnement (partie législative) annexé à l'Ordonnance n° 2000-914, du 18 septembre 2000, notamment son Livre V, Titre 1^{er} (I.C.P.E.) et son article L.514-1 ;

VU la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;

VU l'ensemble des décisions ayant réglementé les activités de stockage de céréales, d'engrais et de fabrication de farines et d'aliments pour animaux exercées par la SA GAIC F.CHOLAT au sein de son établissement situé 1 310 route de Thuile sur la commune de MORESTEL et notamment l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2000-3212 du 12 mai 2000 ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Rhône-Alpes, en date du 25 juin 2012, établi à la suite d'une visite d'inspection courante effectuée le 18 juin 2012 sur le site, invitant la SA GAIC F.CHOLAT à s'engager à respecter les articles 9 et 12 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 dans le délai de 3 mois ;

VU, en date du 25 juillet 2012, la réponse de la SA GAIC F.CHOLAT au courrier de la DREAL du 25 juin 2012 lui communiquant le rapport précité du 25 juin 2012, dans laquelle la société exploitante s'engage à respecter les articles 9 et 12 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 sans indication de délai ;

VU le mail de l'inspection des installations classées de la DREAL, en date du 13 septembre 2012, à destination de la SA GAIC F.CHOLAT lui rappelant, entre autres contraintes, celles fixées par l'article 12 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 qui prévoit explicitement que les aires de chargement et de déchargement des produits doivent être situées en dehors des capacités de stockage ;

VU le courrier de la SA GAIC F.CHOLAT du 26 septembre 2012 adressé à l'inspection des installations classées de la DREAL, pour faire un état complet de l'avancement des travaux répondant aux demandes d'actions correctives récapitulées dans le rapport DREAL du 25 juin 2012 et transmettant un complément à l'étude de dangers initiale ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées de la DREAL Rhône-Alpes, en date du 12 octobre 2012, qui fait le point sur les actions correctives dont la SA GAIC F.CHOLAT rend compte dans son courrier du 26 septembre 2012, ainsi que sur le complément à l'étude de danger transmis par ce même courrier, et propose au préfet de l'Isère une mise en demeure à l'encontre de la société exploitante pour obtenir la mise en conformité de l'emplacement de la fosse de chargement et de déchargement de son établissement de MORESTEL avec les prescriptions de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 ;

CONSIDERANT que dans le courrier du 26 septembre 2012 de la SA GAIC F.CHOLAT, dans lequel cette dernière énonce les actions correctives qu'elle a effectuées, s'agissant du déplacement de la fosse de déchargement qui avait été demandé par l'inspection des installations classées pour la fin de l'année 2009, afin de répondre aux prescriptions de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 qui imposent que les aires de chargement et de déchargement des produits soient situées en dehors des capacités de stockage, la société exploitante invoque un projet de transfert et de réaménagement de ses activités à échéance incertaine, pour justifier la non exécution du déplacement de la fosse de déchargement demandé par l'inspection ;

CONSIDERANT le non respect par la SA GAIC F.CHOLAT, dans l'exploitation de son établissement situé à MORESTEL, de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 imposant l'aménagement d'aires de chargement et de déchargement des produits en dehors des capacités de stockage ;

CONSIDERANT que le non respect des dispositions prévues par l'article 12 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 est susceptible d'entraîner des risques pour les intérêts visés à l'article L 511-1, du Livre V, Titre 1^{er} (I.C.P.E.) du Code de l'Environnement ;

CONSIDERANT qu'il convient de faire application de l'article L 514-1, Section 1, Chapitre IV, du Code de l'Environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

A R R E T E

ARTICLE 1er – La SA GAIC F. CHOLAT (siège social : 1 310 route de Thuile - 38510 MORESTEL) est mise en demeure de prendre toutes les dispositions nécessaires afin de respecter :

- les prescriptions de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables, imposant que les aires de chargement et déchargement soient situées en dehors des capacités de stockage, **sous le délai de 3 mois** à compter de la date de notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 – Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 -- Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

ARTICLE 4 -- En application des articles L.514-6 et R.514-3-1 du code de l'environnement, cet arrêté peut être déféré au tribunal administratif, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de sa notification.

ARTICLE 5 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, le Sous-Préfet de LA TOUR DU PIN, le Maire de MORESTEL et l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SA GAIC F. CHOLAT.

FAIT à GRENOBLE, le 21 NOV. 2012

POUR LE PREFET
Et par délégation
Le Secrétaire Général

Pour le Préfet, par délégation
Le Secrétaire Général

FRANÇOIS PENISSAT